

## Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

**Pouvoir adjudicateur :  
INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS Paul Emile Victor  
(IPEV)**

**Objet de la consultation :**

**Fourniture d'articles vestimentaires et chaussants**

**Consultation n° IPEV\_2025\_016**

***CCAG applicable : marchés publics de fournitures courantes et services***

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.1. OBJET DU MARCHÉ .....	3
1.2. PERSONNEL CONCERNÉ.....	3
1.3. FORME ET MONTANT DU MARCHÉ .....	4
1.4. DÉFINITIONS DES PRODUITS.....	4
1.5. CLAUSE D'EXCLUSIVITÉ.....	5
1.6. INTERVENANTS .....	6
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>6</b>
2.1. PIÈCES PARTICULIÈRES.....	6
2.2. PIÈCES GÉNÉRALES.....	6
2.3. CONFORMITÉ DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
<b>ARTICLE 3. MODALITÉS DE COMMUNICATION .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4. PRIX DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
4.1. AVANCE .....	6
4.2. FORME ET CONTENU DES PRIX .....	6
4.3. VARIATION DES PRIX .....	7
<b>ARTICLE 5. MODALITÉS RELATIVES AU RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>7</b>
5.1. MODALITÉS DE FACTURATION .....	7
5.2. DÉLAI DE PAIEMENT .....	8
5.3. RETENUE DE GARANTIE .....	8
<b>ARTICLE 6. DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAIS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>8</b>
6.1. DURÉE DU MARCHÉ .....	8
6.2. DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	8
<b>ARTICLE 7. PROVENANCE ET CARACTÉRISTIQUES DES FOURNITURES.....</b>	<b>8</b>
7.1. NORMES APPLICABLES.....	8
7.2. SPÉCIFICATIONS ET CARACTÉRISTIQUES DES PRODUITS.....	8
7.3. MARQUAGE .....	8
7.4. TÊTE DE SÉRIE.....	9
<b>ARTICLE 8. CONDITIONS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>9</b>
8.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
8.2. PASSATION DES COMMANDES .....	10
8.3. ÉVOLUTION DE LA LISTE DES ARTICLES .....	10
<b>ARTICLE 9. MODALITÉS DE LIVRAISON.....</b>	<b>10</b>
9.1. DÉLAIS DE LIVRAISON .....	11
9.2. LIEU DE LIVRAISON .....	11
9.3. RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE LORS DE LA LIVRAISON .....	11
<b>ARTICLE 10. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>11</b>
10.1. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION .....	11
10.2. DÉCISION APRÈS VÉRIFICATIONS.....	11
<b>ARTICLE 11. PÉNALITÉS .....</b>	<b>11</b>
11.1. PÉNALITÉ POUR RETARD .....	11
11.2. AUTRES PÉNALITÉS.....	11
11.3. SEUIL D'EXONÉRATION ET PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS .....	12
<b>ARTICLE 12. ASSURANCES .....</b>	<b>12</b>
12.1. ASSURANCES .....	12
<b>ARTICLE 13. DROIT DE CITATION ET D'IMAGE DE L'INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 14. DIFFÉRENDS ET LITIGES.....</b>	<b>13</b>
14.1. RÈGLEMENT À L'AMiable.....	13
14.2. DROIT APPLICABLE .....	13
<b>ARTICLE 15. RESILIATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 16. DÉROGATION AU CCAG .....</b>	<b>13</b>

**1.1. Objet du marché**

L'Institut polaire français a le statut de groupement d'intérêt public (GIP). Il a pour vocation la mise en œuvre de projets scientifiques, dans des milieux extrêmes. Parce que l'accès et le séjour dans ces régions sont difficiles, l'Institut polaire français déploie des moyens particuliers et conséquents, des technologies avancées et emploie les compétences et connaissances spécifiques de son personnel pour rendre possible une recherche scientifique d'excellence dans ces milieux.

L'objet de cette consultation est de fournir des articles vestimentaires et chaussants adaptés au personnel de l'Institut se rendant sur les lieux suivants:

- ✓ la station de recherche scientifique française Dumont D'Urville (DDU), située sur l'Île des Pétrés en Terre Adélie en Antarctique.  
Températures : -1°C en moyenne l'été ; -20°C en moyenne l'hiver ; -30°C en température minimale.  
Vent : constant ; tempêtes fréquentes jusqu'à 250 km/h  
Peu de précipitations mais fréquemment des murs de neige soulevée de la calotte par les vents violents déferlent sur la station.
- ✓ l'installation annexe Robert Guillard franco-italienne (PRU), rattachée à Concordia qui se situe sur le continent à 5 km de Dumont D'Urville.  
Températures : -1°C en moyenne l'été ; -20°C en moyenne l'hiver ; -30°C en température minimale.  
Vent : constant ; tempêtes fréquentes jusqu'à 250 km/h  
Peu de précipitations mais fréquemment des murs de neige soulevée de la calotte par les vents violents déferlent sur la station.
- ✓ la station de recherche scientifique franco-italienne Concordia (DMC), située en plein cœur du continent Antarctique.  
Températures : -30°C en moyenne l'été ; -65°C en moyenne l'hiver ; -80°C en température minimale.  
Vent : peu présent  
Air très sec, peu de précipitations.
- ✓ les îles Subantarctiques (Crozet, Kerguelen, Amsterdam) situées à la limite des océans Indien et Austral.  
Températures : 7 à 10°C de moyenne l'été ; 2 à 5°C de moyenne l'hiver  
Beaucoup de vents forts (entre 100 et 150 km/h)  
Pluies abondantes, toute l'année.
- ✓ la station Franco-Allemande AWIPEV, située dans l'archipel du Svalbard en Norvège en Arctique.  
Températures : 4°C en moyenne l'été ; -12°C en moyenne l'hiver.  
Précipitation faible toute l'année.

**1.2. Personnel concerné**

L'objet de cet appel d'offre est d'équiper les effectifs œuvrant sur ces différents sites. Cet équipement est fourni en dotation par l'Institut Polaire Français. Ces dotations sont adaptées au site, à la durée du séjour (d'un à quatorze mois), à la nature du travail (intérieur – extérieur ou les deux) mais aussi à la catégorie des métiers (scientifiques, techniciens, mécaniciens, cuisiniers...).

Les différents paquetages sont préparés au siège et remis à chaque estivant et hivernant, réalisant des activités variées entre :

- ✓ Un travail de bureau ne nécessitant que des vêtements extérieurs pour assurer des déplacements courants entre les bâtiments.
- ✓ Un travail d'intérieur, pour certains métiers techniques œuvrant au fonctionnement du bâtiment et des machines (mécaniciens, électriciens, plombiers-chauffagistes)
- ✓ Un travail d'extérieur que l'on retrouve par exemple :
  - Chez les opérateurs logistiques – en charge de décharger le fret d'un navire au moyen d'un hélicoptère et d'engins de levages.
  - Chez les mécaniciens de convois terrestres reliant la base de vie Dumont D'Urville à celle de Concordia.

Cette diversité de métiers et de conditions de travail implique la commande d'une panoplie d'articles relativement importante classée en différents lots.

### **1.3. Forme et montant du marché**

#### **1.3.1. Allotissement**

Les fournitures font l'objet de quinze lots :

- ✓ Lot n°1 : Protection oculaires ;
- ✓ Lot n°2 : Protection tête ;
- ✓ Lot n°3 : Protection mains ;
- ✓ Lot n°4 : Vêtements techniques grand froid brodés ;
- ✓ Lot n°5 : Vêtements professionnels de travail ;
- ✓ Lot n°6 : Vêtements thermiques ;
- ✓ Lot n°7 : Chaussure grand froid EPI ;
- ✓ Lot n°8 : Protection pieds intempéries ;
- ✓ Lot n°9 : Chaussure froid extrême ;
- ✓ Lot n°10 : Vêtement marins ;
- ✓ Lot n°11 : Chaussures après ski ;
- ✓ Lot n°12 : Chaussure confort après travail ;
- ✓ Lot n°13 : Équipements pieds outdoor ;
- ✓ Lot n°14 : Vêtements outdoor intempéries ;
- ✓ Lot n°15 : Combinaisons anti immersion.

Le présent cahier des charges est commun au quinze lots.

#### **1.3.2. Forme du marché**

Chaque lot donnera lieu à la passation d'un accord-cadre mono attributaire, dénommé "le marché" dans le présent document.

Le marché est exécuté par l'émission de bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique. Les conditions d'émission des bons de commande sont définies à l'article 9.2 du présent document.

#### **1.3.3. Montant du marché**

Chaque marché est conclu avec un montant maximum en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Ce montant est précisé dans l'acte d'engagement.

### **1.4. Définitions des produits**

#### **1.4.1. Lot 1 : Protection oculaire**

Ce lot comprend toutes les protections pour les yeux qui sont essentielles à nos opérateurs pour leur permettre de travailler en sécurité face à des conditions de fortes réverbérations des UV (rayonnement du soleil sur la glace) et des conditions de vent importantes. Ce lot se veut particulièrement technique.

#### **1.4.2. Lot 2 : Protection tête**

Ce lot recouvre toutes les couches thermiques visant à protéger le visage et la tête de notre personnel ; principalement pour se couvrir du froid, du vent et dans une moindre mesure de l'humidité. Ce lot doit favoriser un gain en chaleur et éviter le gel de la peau.

#### **1.4.3. Lot 3 : Protection mains**

Le lot qui regroupe les équipements de protection des mains répond à différents objectifs : se protéger des conditions de froids polaires ou plus largement des conditions extérieures, mais encore se protéger des risques professionnels (mécaniques, chimiques, travaux etc...).

#### **1.4.4. Lot 4 : Vêtements techniques grand froid brodés**

Il s'agit d'un des lots les plus exigeants et spécifiques de cet appel d'offre car il conduit à une production de vêtements sur mesure ; qui sont les plus à même de permettre à notre personnel d'évoluer et de résister face à des conditions de froids pouvant atteindre les -70°C / -80°C éprouvés. On retrouve dans ce lot principalement des pantalons, des vestes, ou des combinaisons intégrales ; bien souvent doublées et généralement en 100% coton.

#### **1.4.5. Lot 5 : Vêtements professionnels de travail**

Ce lot rassemble une série de vêtements à usage strictement professionnels, bien souvent renforcés ou sinon

plus ergonomiques ; visant à faciliter et augmenter la protection des utilisateurs face à certaines opérations ou travaux.

#### **1.4.6. Lot 6 : Vêtements thermiques**

Les vêtements thermiques permettent à notre personnel de se protéger du froid lors de leurs activités, qu'elles s'effectuent dedans comme dehors. On retrouve dans ce lot des sous-vêtements thermiques haut et bas, des vestes et des chaussettes polaires.

#### **1.4.7. Lot 7 : Chaussure grand froid EPI**

Classées « équipement de protection individuel », ces chaussures grand froid agissent à deux niveaux ; comme barrière au froid polaire et comme barrières aux risques rencontrés par nos métiers les plus exposés aux risques.

#### **1.4.8. Lot 8 : Protection pieds intempéries**

Ce lot a été constitué pour permettre d'évoluer et de se déplacer lors d'importantes conditions de pluie, tout en garantissant une protection optimale des pieds (protection sur toute la durée d'exposition à l'humidité).

#### **1.4.9. Lot 9: Chaussure froid extrême**

Ce lot équipe le personnel technique qui va évoluer sur les convois terrestres entre DDU et Concordia pendant la campagne d'été (jusqu'à -40°C) et le personnel sur le site de Concordia en campagne d'été et en hivernage (jusqu'à -70°C). Ces produits sont certifiés jusqu'à une température de -100°C.

#### **1.4.10. Lot 10 Vêtement marins**

Ce lot prévoit des articles techniques adaptés au milieu marin ; permettant d'évoluer dans des conditions d'humidité et d'expositions importantes à l'eau.

#### **1.4.11. Lot 11: Chaussure après-ski**

Ce lot n'incorpore qu'une seule paire de chaussures, résolument chaudes, utilisées pour les déplacements courant entre bases (dans des conditions de froids extrêmes) mais qui peuvent être ponctuellement portées dans le cadre de missions scientifiques (comme le suivi ornithologique en position statique).

#### **1.4.12. Lot 12: Chaussure confort après travail**

Les chaussures de confort s'utilisent au sein des bases pour l'Antarctique, à la fois pour des raisons de confort, de chaleur et d'hygiène (pour éviter l'utilisation des chaussures d'extérieures dans les espaces communs). Les chaussures de confort côté Subantarctique s'utilisent autour des bases et des refuges et ont plus vocation à s'utiliser à l'intérieur et à l'extérieur ; pour assurer de menus déplacements. Ces dernières doivent protéger le pied des conditions extérieures, relativement humides.

#### **1.4.13. Lot 13: Equipement pieds outdoor**

Le lot « équipements pieds Outdoor » rassemble trois besoins techniques : une paire de chaussures de trekking performante pour les îles, des paires de chaussettes compensées et durables (pour des activités intensives) et une paire de chaussures d'alpinisme pour la partie Antarctique uniquement.

#### **1.4.14. Lot 14: Vêtement outdoor intempéries**

Ce lot est uniquement destiné aux besoins du Subantarctique. Il intègre une pluralité de vêtements techniques, permettant de rester le plus longtemps au sec alors que les précipitations sont nombreuses et considérables. Les vêtements de ce lot abritent le haut et le bas du corps des utilisateurs.

#### **1.4.15. Lot 15: Combinaisons anti immersion**

Ce lot comprend les combinaisons de survie étanche et les combinaisons de sauvetage, toutes deux à usage professionnel. Ce lot intègre un service de révision du matériel, pour assurer de sa conformité et prolonger sa durée d'utilisation ou réformer le matériel.

### **1.5. Clause d'exclusivité**

L'Acheteur est tenu de recourir au présent support pour l'achat des produits référencés à l'article 1.4. Des commandes peuvent être passées hors marché, sans que le titulaire ne puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice, dans les cas suivants :

- ✓ le produit proposé dans l'offre ne correspond pas aux exigences de l'Acheteur,
- ✓ le produit recherché est référencé et a été accepté par l'Acheteur mais il est indisponible au moment de la commande et le délai d'approvisionnement annoncé par le titulaire est incompatible avec le besoin de l'Acheteur,
- ✓ le produit recherché est référencé mais la tête de série proposée n'a pas été acceptée par l'Acheteur.

## **1.6. Intervenants**

### **1.6.1. Représentation de l'Acheteur**

En application de l'article 3.3 du CCAG FCS, le directeur de l'Institut polaire, désignera, dès la notification du marché, les personnes physiques habilitées à le représenter et les délégations de signature qui leur seront accordées.

### **1.6.2. Représentation du Titulaire**

Dès la notification du marché, le Titulaire désignera un interlocuteur principal pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur principal. Plus généralement le Titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

## **Article 2. PIECES CONTRACTUELLES**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité décroissante. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradictions ou de différences entre elles.

### **2.1. Pièces particulières**

- ✓ L'Acte d'Engagement et ses annexes
- ✓ Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)

### **2.2. Pièces générales**

- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le CCAG FCS est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du Titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> .

### **2.3. Conformité des documents contractuels**

Tous les documents faisant partie du marché sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. L'absence d'énumération d'une annexe au titre du présent article n'a pas pour effet de la rendre inopposable dès lors qu'un document contractuel y renvoie. Le titulaire a l'obligation de vérifier la documentation mise à sa disposition et de signaler à l'Acheteur dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par l'homme de l'art.

Pour rappel, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents transmis par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## **Article 3. MODALITES DE COMMUNICATION**

L'Institut polaire communique avec le titulaire par le biais de bons de commande et d'ordres de service qui sont notifiés au titulaire par messagerie électronique ou via le profil acheteur de l'Institut PLACE - [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), permettant dans tous les cas de disposer d'accusés de réception.

Avant le démarrage du marché, le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur les adresses électroniques sur laquelle les ordres de service et les bons de commande lui seront adressés.

## **Article 4. PRIX DU MARCHÉ**

### **4.1. Avance**

Sans objet.

### **4.2. Forme et contenu des prix**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application de prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

Les prix comprennent, outre les fournitures :

- ✓ toutes les taxes diverses, les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations
- ✓ les frais de conditionnement, d'emballage, de stockage, de transport, de manutention et de livraison (chargement/déchargement compris) des fournitures dans les locaux désignés par l'Acheteur.
- ✓ tous les frais relatifs à la réalisation complète des prestations du marché.

### 4.3. Variation des prix

#### 4.3.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date de remise de la dernière offre. Ce mois est appelé « mois zéro » et est indiqué sur la première page de l'acte d'engagement.

#### 4.3.2. Mode de variation des prix

Les prix du marché sont révisables.

Pour la première année d'exécution les prix applicables sont ceux remis dans l'offre financière du titulaire. Ensuite, les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché.

Le calcul de la révision des prix s'effectue en fonction de la variation de l'indice INSEE Prix à la consommation (mensuel, ensemble des ménages, France, base 2015) - Nomenclature Coicop : 03 - Articles d'habillement et chaussures (identifiant : 001763508) et selon la formule suivante :

$$Pr = P_0 \times [0,3 + (0,7 \times In/I_0)]$$

- ✓ Pr : Prix révisé
- ✓ P<sub>0</sub> : Prix initial du contrat tel que remis dans l'offre du titulaire
- ✓ I<sub>0</sub> : Valeur de l'indice définitif du mois zéro
- ✓ In : Valeur de l'indice connu et lu au mois de début d'exécution des prestations

Un indice provisoire est considéré comme lu et connu.

Lors de la mise en œuvre de la formule, le calcul de la révision des prix sera arrondi au millième supérieur pour une troisième décimale comprise entre 6 et 9. Les prix obtenus après révision seront arrondis au centime d'euro supérieur pour une troisième décimale comprise entre 6 et 9.

Le prix révisé sera appliqué à l'ensemble des bons de commande émis postérieurement à la date de révision.

### 4.4. Application de la TVA

Le montant des sommes à régler sera soumis au taux de T.V.A. applicable à la date du fait générateur, c'est-à-dire à la date d'exécution des prestations, quelle que soit la date à laquelle intervient le paiement correspondant.

## Article 5. MODALITES RELATIVES AU REGLEMENT DES COMPTES

### 5.1. Modalités de facturation

Le titulaire présentera une demande de paiement après que les quantités réellement exécutées au titre d'un bon de commande auront fait l'objet d'une admission.

Les demandes de paiement doivent parvenir par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : IPEV

SIRET : 180 089 369 00029

La demande de paiement comportera les éléments obligatoires suivants :

- ✓ le client : Institut polaire français ;
- ✓ la référence du marché ;
- ✓ le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- ✓ le numéro d'engagement juridique ;
- ✓ les coordonnées de l'agent passant la commande ;
- ✓ le nom, l'adresse et le numéro SIRET du titulaire ;
- ✓ le numéro et la date d'émission de la facture ;
- ✓ la désignation des produits livrés (avec les références du BPU) et la quantité livrée ;
- ✓ le poids et les dimensions des colis ;
- ✓ le prix HT de chaque produit.



## **5.2. Délai de paiement**

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement sur Chorus.

## **5.3. Retenue de garantie**

Sans objet.

# **Article 6. DUREE DU MARCHÉ – DELAIS D'EXECUTION**

## **6.1. Durée du marché**

La durée de validité du marché, pendant laquelle peuvent être notifiés des bons de commande, est de quatre années à compter de la date de notification du marché.

Les bons de commande notifiés pendant la période de validité du marché sont exécutés jusqu'à leur terme.

## **6.2. Délais d'exécution**

Les délais d'exécution de chaque commande seront indiqués dans chaque bon de commande.

Le point de départ du délai d'exécution est la date de notification du bon de commande.

Le délai d'exécution comprend l'ensemble des délais nécessaires à la réalisation de la prestation à savoir les principales opérations suivantes:

- ✓ l'approvisionnement des matières premières et/ ou des demi produits nécessaires à la fabrication;
- ✓ les éventuels contrôles préalables à la mise en fabrication que le titulaire s'impose au titre du contrôle qualité interne;
- ✓ la fabrication;
- ✓ l'emballage;
- ✓ la livraison.

# **Article 7. PROVENANCE ET CARACTERISTIQUES DES FOURNITURES**

## **7.1. Normes applicables**

Le prestataire est tenu de respecter les dispositions réglementaires nationales et européennes relatives à la mise sur le marché de produits vestimentaires sur le territoire national français notamment aux opérations de production, de stockage, de transport et de distribution.

Le titulaire assure une veille réglementaire et technique et prend en compte toute évolution survenant en cours d'exécution du contrat. Il a un devoir de conseil auprès de l'Institut en matière de veille réglementaire.

### ***7.1.1. Application du règlement REACH***

Pour l'exécution du marché, le titulaire doit mettre en œuvre les dispositions du règlement REACH.

Dans le cadre du marché, le titulaire procède à une analyse des risques liés à l'application du règlement REACH. Cette analyse consiste à identifier parmi la liste des substances susceptibles d'être soumises à autorisation (liste des substances de référence), celles qui sont critiques pour l'exécution du marché et les actions mises en œuvre pour en limiter les impacts sur les performances, les coûts et les délais.

Cette analyse des risques doit donner lieu à un rapport transmis dans l'offre du soumissionnaire.

En cas de présence de substance soumise à autorisation ou candidate à l'autorisation dans les articles proposés, le titulaire doit fournir les informations suffisantes dont il dispose pour permettre l'utilisation dudit article en toute sécurité et comprenant, au moins, le nom de la substance dans un « rapport d'information REACH », conformément à l'article 33 du règlement REACH n°1907/2006 du 18/12/2006.

## **7.2. Spécifications et caractéristiques des produits**

Les caractéristiques techniques de chacun des effets constituant les lots font l'objet de descriptifs intitulés "fiches techniques" (cf. Annexe 2 du présent Cahier des charges).

Le titulaire est tenu de respecter les spécificités de ces fiches qui ne peuvent être modifiées par le titulaire en cours d'exécution pour quelque motif que ce soit sans l'accord préalable de l'Institut.

Pour certains lots, il est demandé une déclinaison de l'article suivant le sexe.

## **7.3. Marquage**

Certains articles devront être marqués du logo de l'Institut Polaire Français soit par broderie, soit par flocage. Ces informations sont indiquées dans les fiches techniques (annexe n°2).

Un modèle de logo est présenté en annexe 3.



## **7.4. Tête de série**

### **7.4.1. Tête de série (échantillons remis à l'appel d'offres)**

Les échantillons présentés lors de la soumission tiennent lieu de têtes de série.

### **7.4.2. Tête de série (pas d'échantillon remis à l'appel d'offres)**

Afin d'assurer la mise au point de la confection des articles et éviter le rejet de produits finis, l'Institut se réserve le droit de demander au titulaire de soumettre des têtes de série à son agrément.

Le bon de commande précisera le nombre, les tailles et le délai de fourniture des articles.

Les frais de port seront à la charge du titulaire.

### **7.4.3. Contrôle et validation des têtes de série**

A compter de la réception des têtes de série, l'Institut dispose d'un délai maximum d'un an pour procéder à leur agrément définitif ou pour les refuser.

#### **7.4.3.1. Refus temporaire**

En cas de refus des têtes de séries, un délai supplémentaire sera accordé pour les modifier ou pour les remplacer par un autre article.

La décision de refus d'agrément s'accompagne toujours d'indications écrites précises permettant au titulaire d'apporter les rectifications nécessaires et du délai maximum pour présenter un nouvel article.

Si les têtes de série sont refusées, elles sont tenues à la disposition du titulaire dans les locaux de l'Institut, dans l'état où elles se trouvent, pendant un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification du refus par l'Institut. Passé ce délai elles pourront être conservées ou détruites par la personne publique.

A compter de la réception de l'article modifié, l'Institut dispose à nouveau d'un délai maximum d'un an pour les refuser ou procéder à leur agrément définitif.

#### **7.4.3.2. Refus définitif**

L'acheteur peut prononcer le refus définitif de l'article s'il ne l'a pas reçu dans les délais demandés ou si le titulaire n'a pas reçu d'agrément après deux présentations successives. Dans ce cas, le titulaire reste titulaire du lot mais l'article en question ne lui sera pas commandé. Le principe de non-exclusivité décrit à l'article 1.5 s'applique.

Toutefois, si en retirant cet article de la liste des produits pouvant être livrés par le titulaire le taux de couverture du lot devient < 70 %, l'Acheteur pourra résilier le marché.

#### **7.4.3.3. Acceptation des têtes de série**

L'acceptation des têtes de série sera signifiée au titulaire par l'Institut.

Pour les demandes postérieures à la date de notification, la tête de série acceptée fera l'objet de son paiement sur la valeur unitaire du produit tel qu'inscrit au bordereau des prix unitaires à partir de l'émission de la facture correspondante, sauf si la tête de série est un produit de substitution tel que défini à l'article 2.3.1 du présent CCP. Dans ce cas, tous les frais sont à la charge du titulaire (fabrication et livraison).

Les têtes de série acceptées seront conservées par l'Institut dans ses locaux jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre et fera seule foi en cas de litige dans l'exécution du marché. Son agrément est valable pour la durée d'exécution de l'accord-cadre.

## **Article 8. CONDITIONS D'EXECUTION**

### **8.1. Obligations du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant l'exécution du marché conformément aux spécifications des documents de la consultation. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

#### **8.1.1. Continuité d'approvisionnement**

Le titulaire doit s'assurer d'un stock suffisant ou mettre en place une chaîne d'approvisionnement lui permettant de répondre aux besoins de l'Acheteur dans le délai maximum qu'il a indiqué dans le bordereau des prix unitaire et ce, pour toute la durée de l'accord-cadre.

#### **8.1.2. Correspondant de vente**

Dès notification du marché, le titulaire désignera un "correspondant de vente" qui sera l'interlocuteur privilégié de l'Acheteur, pour l'ensemble des prestations à fournir (établissement de devis, exécution des commandes, réclamation, etc. ...). Cette fonction doit être assurée de façon continue (intérim à prévoir pendant les congés,

le cas échéant).

## **8.2. Passation des commandes**

Les fournitures sont commandées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou par toute personne habilitée.

### **8.2.1. Contenu des bons de commande**

Chaque achat fait l'objet d'un bon de commande établi par l'Acheteur, dans lequel sont indiqués :

- ✓ le client : Institut polaire français ;
- ✓ la référence du marché ;
- ✓ le numéro du bon de commande et sa date d'émission ;
- ✓ le numéro d'engagement juridique ;
- ✓ les coordonnées de l'agent passant la commande ;
- ✓ le nom, l'adresse et le numéro SIRET du titulaire ;
- ✓ la désignation des produits commandés (avec les références du BPU) et la quantité commandée ;
- ✓ le lieu et la date de livraison ;
- ✓ le prix HT de chaque produit ;
- ✓ le prix total HT.

### **8.2.2. Transmission des commandes**

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courriel.

Le point de départ du délai d'exécution d'une commande est la date et l'heure de sa notification.

### **8.2.3. Prise en compte de la commande par le titulaire**

À compter de la date de remise d'un Bon de Commande, et par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours pour en accuser réception ou pour présenter des réserves par courriel. Les réserves du titulaire, si elles sont reconnues fondées par les Acheteurs passant la commande, font l'objet d'un rectificatif au bon de commande.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances et les motivations du retard et le délai supplémentaire demandé. Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG de référence, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés pour effectuer sa demande de report de délai.

## **8.3. Evolution de la liste des articles**

### **8.3.1. Produits de substitution**

En cas de rupture soudaine, le titulaire s'engage à trouver des solutions alternatives pour garantir l'approvisionnement des produits commandés par l'Acheteur ou à proposer des produits équivalents, sans modifications de prix. Les produits proposés devront être acceptés par l'Acheteur conformément à l'article 7.4.3 du présent Cahier des clauses.

### **8.3.2. Nouveaux besoins**

La liste des articles d'un lot est susceptible d'évoluer en cours d'exécution par l'introduction :

- ✓ De nouveaux produits à la demande de l'Acheteur,
- ✓ De l'introduction de nouvelles normes,
- ✓ Du fait de l'évolution des matériels et techniques.

Ces modifications pourront être apportées au présent marché, sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2194-1 et suivant du code de la commande publique et exécutées par l'attributaire du marché.

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial. Un délai raisonnable lui sera alors laissé pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer à l'Acheteur un devis détaillé.

Les prix nouveaux proposés par le titulaire font l'objet d'un contrôle avant leur notification. L'Acheteur se donne le droit de ne pas donner suite à une demande de devis. Dans ce cas, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Les prix définitifs font l'objet d'un avenant au marché.

## Article 9. MODALITES DE LIVRAISON

### 9.1. Délais de livraison

Le délai de livraison est indiqué dans le bon de commande et démarre au jour de sa notification. La plus grande partie des commandes est réalisée au premier trimestre de chaque année.

### 9.2. Lieu de livraison

Tous les articles seront à livrer au siège de l'Institut dont les coordonnées sont données en annexe 1 du présent document.

Le titulaire devra prendre rendez-vous avec le service

### 9.3. Responsabilités du titulaire lors de la livraison

## Article 10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 10.1. Opérations de vérification

#### 10.1.1. Vérifications simples

Conformément à l'article 28.1 du CCAG de référence, l'Acheteur contrôlera l'état quantitatif et qualitatif sommaire des produits livrés lorsqu'ils arriveront à l'Institut Polaire.

Si l'état qualitatif n'est pas conforme, l'Acheteur peut accepter la livraison en l'état ou bien mettre en demeure le titulaire de reprendre le produit non conforme et de procéder à une nouvelle livraison à ses frais.

Si la quantité n'est pas conforme, l'Acheteur peut accepter la livraison en l'état ou bien mettre en demeure le titulaire de reprendre l'excédent fourni ou de compléter la livraison dans un délai fixé dans la mise en demeure.

A cette étape, seule la quantité des produits livrés et leur intégrité ont pu être vérifiées.

#### 10.1.2. Autres vérifications

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG de référence, les délais impartis à l'Acheteur pour réaliser les autres opérations de vérifications sont fixés à 30 jours calendaires.

### 10.2. Décision après vérifications

Conformément à l'article 30 du CCAG de référence, à l'issue des opérations de vérification, l'Acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

## Article 11. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

### 11.1. Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG de référence, et en cas de dépassement des délais contractuels, le titulaire encourt les pénalités définies ci-dessous, sans mise en demeure préalable.

Objet	Pénalité
Retard de livraison	150 € / jour de retard

### 11.2. Autres pénalités

Objet	Pénalité
Erreur de référence livrée	par référence : 30 €
Article manquant, non prévu, à la livraison	Par référence : 50 €
Absence de bon de livraison	100 €

### **11.3. Seuil d'exonération et plafonnement des pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités seront applicables dès le 1er euro HT, sans exonération.

## **Article 12. GARANTIE**

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

La décision d'admission vaut attestation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie

## **Article 13. ASSURANCES**

### **13.1. Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Acheteur en cas d'inexécution.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 9 du CCAG de référence, le titulaire doit justifier, à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire des contrats d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie (la nature, le montant et la durée de la garantie).

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

La cessation, l'annulation du contrat d'assurance ou la non production de l'attestation, sans que soit opérée immédiatement une substitution de garantie acceptée par l'acheteur, constitue une faute grave et peut entraîner la résiliation du marché aux torts du prestataire après mise en demeure.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Conformément aux stipulations du CCP, la responsabilité du Titulaire est susceptible d'être engagée tant que la marchandise n'est pas livrée dans les locaux désignés par l'Acheteur. Par voie de conséquence, il fait son affaire de toute action en responsabilité contractuelle contre le transporteur pour tout dommage quelle qu'en soit la forme, et notamment en cas de perte, d'avaries et de retards. La réparation du préjudice subi par l'Acheteur est totalement indépendante de l'action intentée par le Titulaire contre le transporteur.

## **Article 14. DROIT DE CITATION ET D'IMAGE DE L'INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS**

L'Institut polaire français Paul-Emile Victor n'autorise aucune mention de son nom, de son logo, de photos ou de plans concernant ses activités et ses personnels.

Cette interdiction concerne toute communication orale et/ou écrite sur tout support matériel et/ou numérique, ni au titre du présent marché, ni au titre d'une référence client, ni au titre d'une relation contractuelle distincte.

Cette interdiction s'applique au titulaire du marché ainsi qu'à ses cotraitants et sous-traitants.

Tout souhait de citer l'Institut polaire répondra, au terme de la réalisation effective et conforme des prestations ou services objets du marché, aux critères de réalisation garantissant pour l'institut :

- ✓ une communication apportant un intérêt en termes d'image publique ou privée de l'institut en lien avec ses activités logistiques polaires,
- ✓ la réalisation d'un travail ou la fourniture d'un bien ou service à plus-value technique avérée ou une évolution technologique, scientifique, logistique en lien avec l'activité logistique et scientifique polaire.

Cette communication fera l'objet d'une convention spécifique portant droits et obligations d'utilisation du nom, du logo, de photos et de tout autre contenu, selon des règles et une durée à déterminer entre l'Institut polaire et le Titulaire du marché.

## **Article 15. DIFFERENDS ET LITIGES**

### **15.1. Règlement à l'amiable**

L'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Si des difficultés devaient s'élever entre l'Institut et le(s) Titulaire(s) quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de règlement amiable définie aux articles R 2197-1 à R 2197-24 du Code de la commande publique.

### **15.2. Droit applicable**

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de l'article 46 du CCAG de référence, la contestation sera portée devant le :

Tribunal Administratif de Rennes (35)

3, Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex

Tél : 02 23 21 28 28

## **Article 16. RESILIATION DU MARCHÉ**

L'acheteur pourra résilier l'accord-cadre en application et selon les conditions et modalités des dispositions du code de la commande publique, du CCAG de référence et des dispositions particulières mentionnées dans le présent CCP.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, prononcée en application de l'article 32 du CCAG FCS, l'Acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire de la part résiliée du marché. Dans ce cas, la décision de résiliation le mentionnera explicitement.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité des commandes notifiées avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à la livraison des fournitures.

## **Article 17. DEROGATION AU CCAG**

L'article du CCP	Déroge à l'article du CCAG FCS
2	4.1
8.2.4	3.7.2
8.2.4	13.3.2
10.2	30
11.1	14.1.1
11.3	14.1.3
12.1	9

**ANNEXE 1 : COORDONNEES DE L'INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS**

***Plouzané – France***

Institut Polaire Français Paul Emile Victor

Technopôle Brest-Iroise

29 280 PLOUZANÉ

FRANCE

Horaire de réception : 8H30 à 11h45 et 14h00 – 16H30 du lundi au vendredi hors jours fériés. Des dérogations sur ces horaires peuvent être prévus.

Contact pour prise de rdv : [poolexpe@ipev.fr](mailto:poolexpe@ipev.fr)

Tel : 02 98 05 65 00





### ANNEXE 3 : MARQUAGES